

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/71/TPKM
19 juin 2002

(02-3420)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN,
PENGHU, KINMEN ET MATSU

La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 juin 2002.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. AGRICULTURE.....	3
A. SOUTIEN POUR LE RIZ.....	3
B. SOUTIEN POUR LE SORGHO, LE MAÏS ET LES FÈVES DE SOJA.....	4
C. MESURES EN FAVEUR DES PATATES DOUCES, DES HARICOTS ADZUKI, DES HARICOTS MUNGO ET D'AUTRES RÉCOLTES DIVERSES	5
D. SOUTIEN POUR LES FEUILLES DE TABAC	7
E. SOUTIEN POUR LES LÉGUMES	8
F. SOUTIEN POUR LE SUCRE	10
II. PÊCHE.....	11
A. PROGRAMME DE RACHAT DE BATEAUX DE PÊCHE.....	11
B. PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES BATEAUX DE PÊCHE.....	13
C. RÉUTILISATION ET PURIFICATION DE L'EAU AUX FINS DU PROGRAMME D'AQUACULTURE	14
D. ASSURANCE DES BATEAUX DE PÊCHE ET DES PÊCHEURS	15
E. PROGRAMME DE PRÊTS POUR L'AQUACULTURE.....	17

III.	INDUSTRIE	18
A.	CRÉDITS OU EXEMPTIONS D'IMPÔT POUR ENTREPRISES DÉSIGNÉES	18
1.	Exemption d'impôt quinquennale pour nouvelles grandes industries stratégiques	18
2.	Crédit d'impôt pour l'investissement dans les zones défavorisées.....	19
B.	PRÊTS	21
1.	Financement et prêts spécifiques et urgents destinés à accroître la capacité de concurrence, à faciliter la réinstallation, à constituer un fonds de roulement pour les périodes de crise et de récession, et à financer la réparation des dommages causés par des catastrophes naturelles.....	21
2.	Prêts à moyen et long terme pour la commercialisation des produits, les investissements à l'étranger et les projets de construction.....	23
3.	Prêts spécifiques pour la coopération mutuelle.....	24
4.	Prêts à des taux d'intérêt du marché avantageux pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises privées	25
C.	EXONÉRATIONS DE DROITS DE DOUANE ET D'IMPÔTS POUR LES ENTREPRISES DES ZONES DÉSIGNÉES	29
1.	Exonérations de droits de douane et d'impôts pour industries de haute technologie	29
2.	Exonérations de droits de douane et d'impôts pour entreprises établies dans les zones désignées	32
IV.	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT	34
A.	FINANCEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS DANS LES DIX NOUVELLES BRANCHES D'ACTIVITÉS	34

I. AGRICULTURE

A. SOUTIEN POUR LE RIZ

1. Titre du programme

Soutien pour le riz.

2. Période sur laquelle porte la notification

1998-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire en équilibrant l'offre et la demande de riz, et stabiliser les prix du riz en vue de préserver le revenu des agriculteurs.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation

- Loi sur le développement de l'agriculture;
- Loi sur la gestion des produits alimentaires.

2) Autorités responsables

Conseil de l'agriculture.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

On distingue deux types d'achat: les achats planifiés et les achats supplémentaires. Les achats planifiés sont effectués aux prix garantis. Ceux-ci sont fixés sur la base des coûts de production. Ils ont été établis à 21 nouveaux dollars de Taiwan le kg pour le riz du type Japonica et à 20 nouveaux dollars de Taiwan pour celui du type Indica. La quantité d'achats planifiés a été limitée à 1 920 kg par hectare pour la première récolte et à 1 440 kg pour la seconde récolte. Des achats supplémentaires ont été effectués pour combler le manque à gagner résultant de l'insuffisance des achats planifiés. Les prix de ces quantités supplémentaires ont été fixés à 18 nouveaux dollars de Taiwan le kg pour le riz du type Japonica et à 17 nouveaux dollars de Taiwan pour celui du type Indica. La quantité supplémentaire a été limitée à 1 200 kg par hectare pour la première récolte et à 800 kg pour la seconde récolte.

Les quantités planifiées et supplémentaires de riz acheté sont mises à la disposition des agriculteurs qui exploitent des champs de paddy et qui pratiquent l'alternance saisonnière de plantation et de mise en friche établie par l'État. Les agriculteurs qui produisent du riz à la fois dans les hautes terres et dans les champs de paddy mais ne suivent pas le calendrier de plantation fixé par l'État ont droit uniquement à des achats supplémentaires. Ils sont libres de décider s'ils veulent vendre leur production à l'État.

6. Montant de la subvention

1 062, 875 et 1 778 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1998, 1999 et 2000, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée n'est pas expressément définie.

8. Données statistiques

Unité: million de tonnes

Produit	Année	Production	Consommation	Importations	Exportations
Riz (brun)	1998	1 489,4	1 565,1	4,7	77,3
	1999	1 558,6	1 538,6	6,1	140,6
	2000	1 540,1	1 488,7	7,7	157,1

B. SOUTIEN POUR LE SORGHO, LE MAÏS ET LES FÈVES DE SOJA

1. Titre du programme

Soutien pour le sorgho, le maïs et les fèves de soja.

2. Période sur laquelle porte la notification

1998-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Maintenir la production du sorgho, du maïs et des fèves de soja et faciliter la rationalisation effective de l'exploitation des champs de paddy.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation

- Règlement visant l'achat et la vente des récoltes issues de terres non irriguées.

2) Autorités responsables

Conseil de l'agriculture.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Les prix d'achat sont déterminés par l'addition des bénéfices nets aux coûts de production de chaque récolte de riz. Les quantités à acheter sont établies à 5 000 kg par hectare pour le maïs fourrager et le sorgho, et à 2 500 kg par hectare pour les fèves de soja. Les prix ont été fixés à 15 nouveaux dollars de Taiwan le kg pour le maïs, 14 nouveaux dollars de Taiwan le kg pour le sorgho et 25 nouveaux dollars de Taiwan le kg pour les fèves de soja. Lorsque la production réelle par hectare est supérieure à la limite d'achat, les agriculteurs peuvent vendre leur production à l'État au prix d'importation.

Les quantités achetées sont mises à la disposition des agriculteurs dont la production de maïs fourrager, de fèves de soja ou de sorgho a été achetée par l'État durant l'année de référence (1994-1996) et celle ayant précédé l'année en cours. En 1999, l'achat de sorgho a été limité à la première récolte produite dans la plaine occidentale; pour le maïs fourrager provenant de la zone montagneuse occidentale et de la région orientale, les deux premières récoltes ont été achetées, à

l'exception de celui des plaines occidentales pour lesquelles seule la deuxième récolte a été achetée, tandis que pour les fèves de soja, les achats se sont limités à la seconde récolte. Les agriculteurs sont libres de décider s'ils veulent vendre leur production à l'État.

6. Montant de la subvention

1 297, 1 052 et 836 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1998, 1999 et 2000, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Les achats de fèves de soja ont cessé en juillet 1999. Dans le cas du sorgho et du maïs, la durée de la subvention n'est pas expressément définie.

8. Données statistiques

Unité: million de tonnes

Produit	Année	Production	Consommation	Importations	Exportations
Fève de soja	1998	1,5	2 143,6	2 002,6	22,8
	1999	0 4	2 122,9	2 357,7	3,3
	2000	0,3	2 190,8	2 302,6	2,9
Maïs fourrager	1998	120,2	5 075,1	4 871,3	0,5
	1999	89,0	5 022,4	4 920,2	0,4
	2000	72,7	5 225,9	4 998,6	0,5
Sorgho	1998	43,8	124,0	80,2	0,0
	1999	33,6	76,3	42,7	0,0
	2000	26,5	64,5	38,1	0,0

C. MESURES EN FAVEUR DES PATATES DOUCES, DES HARICOTS ADZUKI, DES HARICOTS MUNGO ET D'AUTRES RÉCOLTES DIVERSES

1. Titre du programme

Mesures en faveur des patates douces, des haricots adzuki, des haricots mungo et d'autres récoltes diverses.

2. Période sur laquelle porte la notification

1998-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la rationalisation effective de l'exploitation des champs de paddy, et renforcer le plan de conservation des terres agricoles en vue d'une utilisation durable de ces terres au fur et à mesure que se poursuit l'ajustement de la structure de production agricole.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation

- Loi sur le développement de l'agriculture.

2) Autorités responsables

Conseil de l'agriculture.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

1) Versement compensatoire

Le versement compensatoire est offert dans le cadre du programme de conversion à d'autres cultures. Ce programme vise à permettre aux producteurs de riz de délaisser cette culture pour adopter des cultures dites de remplacement. Les bénéficiaires du versement compensatoire sont les agriculteurs qui:

- a) produisaient du riz au cours de l'année de référence (1994-1996); ou
- b) produisaient au cours de l'année de référence des récoltes de fèves de soja, de maïs fourrager, de sorgho ou de sucre de canne visées par des prix garantis; ou
- c) avaient déclaré une mise en friche ou une culture de remplacement dans le cadre de "projets de remplacement de la culture du riz et de conversion des rizières" au cours de l'année de référence.

Les cultures de remplacement sont choisies compte tenu des conditions de leur offre et de leur demande, qu'il s'agisse des patates douces, des haricots adzuki, des haricots mango ou d'autres cultures diverses (igname, farine de sarrasin, millet, sésame, etc.). Les versements compensatoires s'élèvent à 22 000 nouveaux dollars de Taiwan par hectare.

2) Primes

S'ajoute au versement compensatoire une prime de 4 000 nouveaux dollars de Taiwan par hectare pour le remplacement de groupes de cultures.

6. Montant de la subvention

1 328, 1 232 et 1 185 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1998, 1999 et 2000, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée n'est pas expressément définie.

8. Effet sur le commerce

Après la mise en œuvre des trois étapes du programme de réduction de la culture du riz, la superficie plantée de riz est passée de 645 855 à 353 122 hectares, soit une diminution de 45,0 pour cent en 1999 par rapport à l'année avant la mise en œuvre des projets (les projets ont été réalisés entre 1983 et 1999). La production de riz est également tombée de 2,48 millions à 1,56 million de tonnes,

ou une baisse de 37 pour cent. La quantité de riz achetée par l'État a été ramenée de 1,1 million à 0,45 million de tonnes, soit une diminution de 59 pour cent. Les mesures en faveur des patates douces, des haricots adzuki, des haricots mango et d'autres cultures diverses ont également contribué à réduire la production de riz.

D. SOUTIEN POUR LES FEUILLES DE TABAC

1. Titre du programme de subvention

Soutien pour les feuilles de tabac.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1996/97 à 1998/99 (juillet 1996 à juin 1999).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à préserver le monopole des tabacs et des vins et à améliorer la qualité des feuilles de tabac produites.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation

Loi provisoire sur le monopole des tabacs et des vins dans la province de Taiwan.

2) Autorités

- Office du monopole des tabacs et des vins de Taiwan;
- Ministère des finances.

Note: La Loi provisoire sur le monopole des tabacs et des vins dans la province de Taiwan a été abrogée le 1^{er} janvier 2002.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

1) Prix d'achat garanti

L'Office du monopole des tabacs et des vins de la province de Taiwan (TWMB) achète les feuilles de tabac des producteurs nationaux aux prix garantis fixés de manière préliminaire par le Comité d'évaluation du prix des feuilles de tabac puis approuvés par le Département des finances de la province. Le processus de détermination du prix tient compte à la fois des coûts de production et de la qualité des feuilles. Les producteurs doivent obtenir l'autorisation de l'Office et signer un contrat avec celui-ci avant de procéder à la plantation. Dans le cadre du monopole, les agriculteurs sont tenus de vendre toutes les feuilles de tabac qu'ils produisent à l'Office, conformément à la loi provisoire. Cette autorisation est subordonnée à la demande et aux conditions de plantation.

2) Bonification d'intérêts

L'Office du monopole des tabacs et des vins de la province de Taiwan paie à l'avance les feuilles de tabac durant la saison de culture et accorde un prêt aux tabaculteurs.

3) Subventions pour les engrais

Afin de contrôler la qualité des feuilles de tabac, l'Office fournit également aux tabaculteurs des engrais, en fonction des besoins dans les différentes régions.

6. Montant de la subvention

1 316,7, 1 267,7 et 1 220,9 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices budgétaires 1996/97, 1997/98 et 1998/99, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le soutien en faveur des feuilles de tabac cessera en juillet 2002.

8. Données statistiques

Unité: tonne

Produit	Année	Production (campagne agricole)	Consommation	Importations	Exportations
Feuilles de tabac	1997	10 472	24 369	9 334	980
	1998	10 120	22 246	13 552	86
	1999	9 685	20 029	11 421	72

E. SOUTIEN POUR LES LÉGUMES

1. Titre du programme de subvention

Soutien pour les légumes.

2. Période sur laquelle porte la notification

1998-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à stabiliser l'offre et la demande par la rétention des légumes d'été pendant l'été (saison des typhons).

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation

- Loi sur le développement de l'agriculture;
- Plan de commercialisation des légumes d'été aux prix garantis par contrat.

2) Autorité responsable

- Département de l'agriculture et de la foresterie du gouvernement provincial de Taiwan (TPDAF), jusqu'à juin 1999;
- Conseil de l'agriculture, à partir de juillet 1999.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

- 1) Conditions que doivent remplir les organisations d'agriculteurs pour participer au plan de commercialisation:
 - a) être dotées d'une organisation bien structurée et offrir des produits qui répondent à la demande du marché en matière de variété et de qualité; et
 - b) contribuer au classement et au conditionnement des produits; et
 - c) être en mesure de fournir plus de 50 pour cent de la quantité cible qui leur est attribuée pour la saison, ou disposer d'un approvisionnement mensuel correspondant à 60 pour cent de la quantité cible pendant au moins trois mois durant l'année précédente.
- 2) Critères pour la sélection des légumes faisant l'objet de ventes contractuelles et de prix garantis:
 - a) Le prix garanti est déterminé sur la base de 90 pour cent des prix moyens pondérés exercés par la "Taiwan Agricultural Products Marketing Corporation" au cours d'un même mois remontant aux cinq dernières années, sans jamais excéder de plus de 2 dollars le prix garanti fixé pour l'année précédente.
 - b) Les variétés sélectionnées pour faire partie du Plan sont fonction de l'offre et de la demande.
- 3) Objectifs à atteindre concernant les produits visés:
 - a) L'objectif quantitatif est fixé en fonction de la demande mensuelle de légumes (juin à octobre).
 - b) Chaque marché de gros de fruits et de légumes participant détermine les besoins mensuels en variété et en quantité de légumes conformément à l'objectif fixé par le Comité.
- 4) Subventionnement de l'écart de prix:

Chaque marché de gros de fruits et de légumes calcule le prix moyen de chaque produit expédié hebdomadairement par le biais du système de commercialisation conjointe. Si le prix moyen a été inférieur au prix garanti fixé pour le mois considéré, l'écart est subventionné selon la formule ci-après; en revanche, s'il est supérieur, aucune subvention n'est accordée. Cependant, le montant de la subvention ne peut pas dépasser 50 pour cent du prix garanti:

- a) si la quantité réelle de produits fournis se situe entre 100 et 120 pour cent de la quantité prévue au contrat, l'écart de prix est subventionné à 100 pour cent pour toute la quantité prévue au contrat;
- b) si la quantité réelle fournie se situe entre 80 et 100 pour cent de la quantité prévue au contrat, l'écart de prix est subventionné à 100 pour cent pour la quantité réellement fournie;

- c) si la quantité réelle fournie se situe entre 70 et 80 pour cent de la quantité prévue au contrat, l'écart de prix est subventionné à 90 pour cent pour la quantité réellement fournie;
- d) si la quantité réelle fournie se situe entre 60 et 70 pour cent de la quantité prévue au contrat, l'écart de prix est subventionné à 80 pour cent pour la quantité réellement fournie;
- e) si la quantité réelle fournie se situe entre 120 et 150 pour cent de la quantité prévue au contrat, l'écart de prix est subventionné à 60 pour cent pour la quantité prévue au contrat.

6. Montant de la subvention

56,3, 69,1 et 40,9 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1998, 1999 et 2000, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée n'est pas expressément définie.

8. Données statistiques

Unité: millions de tonnes

Année	Production	Consommation	Importations	Exportations
1998	2 420,7	2 546,4	222,2	96,5
1999	2 942,2	3 043,4	218,5	117,3
2000	2 732,3	2 849,2	222,6	105,7

F. SOUTIEN POUR LE SUCRE

1. Titre du programme de subvention

Soutien pour le sucre.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1996/97 à 1998/99 (juillet 1996 à juin 1999).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme vise à développer l'industrie sucrière en coopération avec les agriculteurs.

4. Législation - Autorités - Fondement

1) Législation ou réglementation

Règlement sur les contrats de plantation de canne à sucre.

2) Autorités

- Taiwan Sugar Corporation;
- Ministère des affaires économiques.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

1) Achat garanti

La Taiwan Sugar Corporation passe des contrats avec des agriculteurs pour l'achat de sucre de canne et le partage de la production sucrière. Les producteurs de sucre de canne ont droit à 55 pour cent du sucre obtenu à partir de la canne à sucre. Si le prix de vente intérieur du sucre est plus élevé que le prix contractuel payé à l'avance, les producteurs touchent le prix intérieur. S'il est plus bas, ils reçoivent le prix contractuel payé à l'avance. Le prix contractuel tient compte du prix intérieur et des frais de commercialisation et est gelé depuis 1990.

2) Autres subventions

La Taiwan Sugar Corporation accorde aux producteurs de sucre de canne des subventions telles qu'une bonification d'intérêts sur les emprunts contractés aux fins de l'achat d'intrants, le versement de la prime d'assurance pour les installations, le versement des frais entraînés par la lutte contre les parasites et les maladies, le versement des droits d'inspection du degré Brix du sucre, etc.

6. Montant de la subvention

411,0, 410,5 et 352,2 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices budgétaires 1996/97, 1997/98 et 1998/99, respectivement.

7. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée n'est pas expressément définie.

8. Données statistiques

Unité: million de tonnes de sucre brut

Produit	Année	Production	Consommation	Importations	Exportations
Sucre brut	1997	370,6	521,3	157,2	24,8
	1998	331,2	529,0	195,3	13,7
	1999	292,7	524,9	268,6	13,2

II. PÊCHE

A. PROGRAMME DE RACHAT DE BATEAUX DE PÊCHE

1. Titre du programme

Programme de rachat de bateaux de pêche.

2. Période sur laquelle porte la notification

Mars 2000 à décembre 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

En raison de la crise créée par la surexploitation des ressources halieutiques à l'échelle mondiale, l'ONU a demandé de manière urgente aux États concernés de faire tout en leur pouvoir pour réduire leur capacité de pêche. Ce programme de subventions vise à diminuer la pression exercée sur les ressources halieutiques et à faire en sorte qu'elles puissent être exploitées durablement.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation et réglementation

Conformément au bulletin intitulé: "Procédures de rachat de bateaux de pêche pour le second semestre de 1999 et l'an 2000".

b) Autorités responsables

Administration des pêches, Conseil de l'agriculture, Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention

Don.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Toutes les catégories de bateaux de pêche valablement immatriculés, y compris ceux de pêche sportive, à l'exclusion des sampans et des radeaux.

Le montant de l'assistance au rachat a été établi

- 1) à 15 000 nouveaux dollars de Taiwan par tonneau de jauge brute, ou
- 2) à 18 000 nouveaux dollars de Taiwan par tonneau de jauge brute pour les bateaux qui avaient été en service au moins 60 jours avant la publication du bulletin annonçant cette subvention.

7. Montant de la subvention

Le financement du rachat de cinq chalutiers au cours de l'exercice budgétaire en question a coûté 12 millions de nouveaux dollars de Taiwan.

8. Durée de la subvention

De mars 2000 à décembre 2004.

9. Données statistiques

Statistiques de la production, de la consommation et du commerce des produits de la pêche

Unité: tonne métrique

	1998	1999	2000
Production	1 348 152	1 363 867	1 356 295
Importations	282 738	417 473	435 563
Exportations	455 669	418 755	489 508
Consommation	1 175 221	1 362 585	1 302 350

B. PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES BATEAUX DE PÊCHE

1. Titre du programme

Programme de surveillance des bateaux de pêche.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1996 à 2000 (juillet 1995 à décembre 2000).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à encourager l'installation sur les bateaux de pêche hauturière du système VMS de surveillance des bateaux de pêche et de promouvoir l'utilisation de cet équipement, qui permet de relayer instantanément la position d'un bateau à un centre de surveillance de manière qu'il puisse être suivi en temps réel. Ce programme a été mis sur pied pour donner suite aux recommandations des organisations internationales et régionales qui réglementent la pêche dans un but de conservation et de gestion des ressources marines.

4. Fondement et autorités responsables

1) Réglementation

"Programme de développement de l'agriculture pour le tournant du siècle".

2) Autorités responsables

Administration des pêches, Conseil de l'agriculture, Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

1) En 1996/97, le gouvernement a lancé ce programme. Chaque propriétaire de bateau a reçu approximativement 130 000 nouveaux dollars de Taiwan, représentant la totalité des coûts d'installation du VMS sur un bateau, pour un financement total de 1,44 million de nouveaux dollars de Taiwan. Onze bateaux ont ainsi été subventionnés au cours de l'exercice budgétaire.

2) En 1997/98, chaque propriétaire de bateau a reçu une subvention de 50 000 nouveaux dollars de Taiwan pour couvrir une partie de ses frais d'installation du système VMS, à condition que le bateau ait signalé sa position et déclaré ses prises pendant au moins 60 jours après l'installation du système. Un nombre total de 100 bateaux ont ainsi été subventionnés au cours de l'exercice budgétaire.

3) En 1998/99, chaque propriétaire de bateau a reçu une subvention de 50 000 nouveaux dollars de Taiwan pour couvrir une partie de ses frais d'installation du système VMS, à condition que

le bateau ait signalé sa position et déclaré ses prises pendant au moins 60 jours après l'installation du système. Un nombre total de 60 bateaux ont ainsi été subventionnés au cours de l'exercice budgétaire.

4) En 1999/2000, chaque propriétaire de bateau a reçu une subvention de 50 000 nouveaux dollars de Taiwan pour couvrir une partie de ses frais d'installation du système VMS, à condition que le bateau ait signalé sa position et déclaré ses prises pendant au moins 60 jours après l'installation du système. Un nombre total de 13 bateaux ont ainsi été subventionnés au cours de l'exercice budgétaire. En outre, chaque propriétaire de bateau a reçu une subvention de 100 000 nouveaux dollars de Taiwan pour couvrir une partie des frais d'installation du système VMS, à condition que le bateau ait signalé sa position et déclaré ses prises pendant au moins 120 jours après l'installation du système. Un seul bateau répondait à cette condition cette année.

6. Montant de la subvention

1,44 million et 3 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1996/97 et 1997/98, respectivement.

5 millions et 0,75 million de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices 1998/99 et 1999/2000, respectivement.

7. Durée de la subvention

Exercices budgétaires 1996 à 2000.

8. Données statistiques

Statistiques de la production, de la consommation et du commerce des produits de la pêche

Unité: tonne métrique

	1998	1999	2000
Production	1 348 152	1 363 867	1 356 295
Importations	282 738	417 473	435 563
Exportations	455 669	418 755	489 508
Consommation	1 175 221	1 362 585	1 302 350

C. RÉUTILISATION ET PURIFICATION DE L'EAU AUX FINS DU PROGRAMME D'AQUACULTURE

1. Titre du programme

Réutilisation et purification de l'eau aux fins du programme d'aquaculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1996 à 2000 (juillet 1995 à juin 2000).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réduire la consommation d'eaux souterraines afin de prévenir l'affaissement des sols, cause de détérioration.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation et réglementation

Loi sur le développement de l'agriculture, article 62.

2) Autorités responsables

Administration des pêches, Conseil de l'agriculture, Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention

Don.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Bénéficiaires: Les aquaculteurs.

Contenu: Dons représentant 40 pour cent du montant nécessaire à l'installation d'un système de purification de l'eau (par exemple un filtre mécanique).

7. Montant de la subvention

Le montant total de la subvention a atteint 123 millions de nouveaux dollars de Taiwan pour les exercices budgétaires 1996 à 2000 inclusivement.

8. Durée de la subvention

Exercices budgétaires 1984 à 2004.

9. Données statistiques

Statistiques de la production, de la consommation et du commerce des produits de la pêche

Unité: tonne métrique

	1998	1999	2000
Production	1 348 152	1 363 867	1 356 295
Importations	282 738	417 473	435 563
Exportations	455 669	418 755	489 508
Consommation	1 175 221	1 362 585	1 302 350

D. ASSURANCE DES BATEAUX DE PÊCHE ET DES PÊCHEURS

1. Titre du programme

Assurance des bateaux de pêche et des pêcheurs.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1996 à 2000 (juillet 1995 à juin 2000).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- a) Assurer les bateaux de pêche et les pêcheurs contre les catastrophes maritimes.
- b) Protéger le moyen de subsistance des familles des pêcheurs en cas de catastrophe maritime.

4. Fondement et autorités responsables

- a) Législation et réglementation
Règlement sur l'assurance des bateaux de pêche et des pêcheurs.
- b) Autorités responsables
Administration des pêches, Conseil de l'agriculture, Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention

Don.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Bénéficiaires: Les pêcheurs.

Contenu: La subvention couvre une partie des frais d'assurance des pêcheurs en cas de décès ou de blessure en mer et des propriétaires de bateaux de pêche qui subissent des dommages en mer.

7. Montant de la subvention

97 108 millions de nouveaux dollars de Taiwan: moyenne de 1996 à 2000.

8. Durée de la subvention

Depuis 1987.

9. Données statistiques

Statistiques de la production, de la consommation et du commerce des produits de la pêche

Unité: tonne métrique

	1998	1999	2000
Production	1 348 152	1 363 867	1 356 295
Importations	282 738	417 473	435 563
Exportations	455 669	418 755	489 508
Consommation	1 175 221	1 362 585	1 302 350

E. PROGRAMME DE PRÊTS POUR L'AQUACULTURE

1. Titre du programme

Programme de prêts pour l'aquaculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1999 et 2000 (juillet 1999 à décembre 2000).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les aquaculteurs à moderniser leurs installations.

4. Fondement et autorités responsables

1) Législation et réglementation

Règlement sur le programme de prêts pour l'aquaculture.

2) Autorités responsables

Administration des pêches, Conseil de l'agriculture, Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention

Don.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

1) Bénéficiaires: Les aquaculteurs.

2) Contenu: Les banques et les associations de pêcheurs offrent aux aquaculteurs des prêts à faible taux d'intérêt en fonction de la superficie de leurs installations. La Fondation pour le développement de l'agriculture subventionne l'écart entre le taux d'emprunt garanti et le taux commercial.

7. Montant de la subvention

100 millions de nouveaux dollars de Taiwan par an.

8. Durée de la subvention

Depuis 1993.

9. Données statistiques

Statistiques de la production, de la consommation et du commerce des produits de la pêche

Unité: tonne métrique

	1998	1999	2000
Production	1 348 152	1 363 867	1 356 295
Importations	282 738	417 473	435 563
Exportations	455 669	418 755	489 508
Consommation	1 175 221	1 362 585	1 302 350

III. INDUSTRIE

A. CRÉDITS OU EXEMPTIONS D'IMPÔT POUR ENTREPRISES DÉSIGNÉES

1. Exemption d'impôt quinquennale pour nouvelles grandes industries stratégiques

1. Titre du programme

Exemption d'impôt quinquennale pour nouvelles grandes industries stratégiques.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1999-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ces incitations fiscales ont pour principal objectif de promouvoir le développement d'industries de haute technologie et à forte valeur ajoutée.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation

Modification apportée en 1999 à la Loi sur la modernisation industrielle, article 9, ayant pour effet d'introduire une exonération d'impôt pour une durée de cinq ans.

b) Autorités responsables

Le Bureau de développement industriel, le Ministère des affaires économiques et le Ministère des finances.

Note: La loi a été promulguée le 29 décembre 1990, puis a été modifiée le 10 janvier 1995, et à nouveau le 31 décembre 1999.

5. Forme de la subvention

Exonération d'impôt.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Une "nouvelle grande entreprise stratégique" peut, dans les deux années suivant l'apport initial en capital par ses actionnaires et avec l'approbation de l'assemblée des actionnaires, être exonérée de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Pour être considérée comme une "nouvelle grande entreprise stratégique", l'entreprise doit remplir les trois conditions suivantes: 1) les biens produits dans le cadre du plan d'investissement doivent provenir du secteur des nouvelles grandes industries stratégiques; 2) le capital libéré ou le capital versé supplémentaire du plan d'investissement doit être supérieur à 200 millions de nouveaux dollars de Taiwan; et 3) le montant des fonds disponibles pour l'achat de nouvelles machines ou de nouveau matériel, dans le cadre du plan d'investissement, doit être supérieur à 100 millions de nouveaux dollars de Taiwan.

Dans le cas d'une entreprise nouvellement constituée, l'exonération d'impôt est valable pour une période de cinq années consécutives à partir de la date où l'entreprise commence à commercialiser ses produits ou à fournir des services.

Dans le cas d'une entreprise existante qui prend de l'expansion, l'exonération s'applique à l'impôt perçu sur le revenu supplémentaire généré par l'expansion, pendant une période de cinq années consécutives à partir de la date où le nouvel équipement commence à fonctionner ou de celle à laquelle les services commencent à être fournis, à la condition toutefois que l'expansion consiste dans l'établissement d'unités additionnelles indépendantes de production de biens ou de fourniture de services ou dans l'augmentation du nombre d'équipements majeurs de production de biens ou de fourniture de services.

En présentant sa demande, une entreprise admise à bénéficier de l'exonération peut choisir de reporter le début de la période d'exonération d'un maximum de deux ans après la date où elle aura commencé à commercialiser ses produits ou à fournir ses services. L'exonération est en vigueur pour une durée maximale de quatre ans. Par ailleurs, la date du début de la période d'exonération doit coïncider avec celle du début d'un exercice.

7. Montant de l'aide

Le montant n'est pas disponible, puisque le programme relève d'une nouvelle disposition ajoutée en décembre 1999.

8. Durée du programme

Le programme a été lancé en 2000. Le chapitre 2 de la Loi sur la modernisation industrielle, relatif aux avantages fiscaux, expirera en 2009.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

Étant donné le champ d'application et la nature du programme, il n'est pas possible de dire quels pourraient être les effets éventuels de ce programme sur le commerce.

2. Crédit d'impôt pour l'investissement dans les zones défavorisées

1. Titre du programme

Crédit d'impôt pour l'investissement dans les zones défavorisées.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1999-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les crédits d'impôt sont utilisés pour promouvoir l'investissement dans les zones géographiques défavorisées afin d'assurer un développement économique équilibré du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

4. Fondement et autorité responsable

a) Législation

Loi sur la modernisation industrielle (ci-après dénommée la "loi"), article 7.

b) Autorité responsable

Bureau du développement industriel du Ministère des affaires économiques.

Note: La loi a été promulguée le 29 décembre 1990, puis a été modifiée le 10 janvier 1995, et à nouveau le 31 décembre 1999.

5. Forme de la subvention

Crédit d'impôt déductible de l'impôt sur les sociétés.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Toute société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés qui investit dans des industries désignées d'une région dotée de peu de ressources naturelles ou dont le développement est lent peut obtenir des crédits d'impôt à hauteur de 20 pour cent du montant total de son investissement, qui sont déduits de l'impôt sur les sociétés perçu pendant l'année en cours, à condition qu'elle remplisse les conditions voulues concernant le seuil de l'investissement et le nombre d'employés. Si le montant de l'impôt sur le revenu de la société est inférieur cette année-là au montant du crédit d'impôt, le solde du crédit peut être déduit de l'impôt sur le revenu de la société des quatre années suivantes.

Hormis les villages situés dans les comtés de Chinmen, Lien-chiang et Penghu, les villages de Lanyu et de l'Île Verte (Green Island) du comté de Taitung, et le village de Ryukyu du comté de Pingtung, les "villages faisant partie de comtés ou de cantons dotés de peu de ressources naturelles ou dont le développement est lent" visés par l'article 7 de la Loi sur la modernisation industrielle doivent satisfaire à l'une des conditions ci-après:

- a) appartenir à l'un des huit comtés, sur les 16 que compte Taiwan, ayant obtenu le plus bas pointage global, selon un calcul fondé sur les dix indices suivants mesurés lors des deux années précédentes: taux de croissance démographique, taux d'accroissement des sociétés, proportion de travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire par rapport à la population active totale, recettes fiscales, revenu normal moyen par ménage, proportion de la population vivant en zone urbaine par rapport à la population totale, disponibilité de l'eau courante, nombre de téléphones par 100 ménages en zone urbaine, densité routière, et nombre d'établissements d'enseignement de niveau collégial ou supérieur;
- b) figurer parmi les villages de l'île de Taiwan où le revenu total moyen déclaré au cours des trois dernières années se situe dans la moitié inférieure des revenus totaux moyens déclarés par l'ensemble des villages de l'île au cours de la même période.

Les industries désignées mentionnées plus haut sont avant tout les industries manufacturières et certaines industries de services.

Le seuil de capital requis, soit le montant total des dépenses engagées pour l'achat de machines, de matériel et de bâtiments neufs, est fixé à 25 millions de nouveaux dollars de Taiwan. Le nombre minimum d'employés, c'est-à-dire la moyenne mensuelle des nouveaux employés engagés pendant une année pleine, est fixé à cinquante (50) ou plus.

Les critères utilisés par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu sont plus stricts que ceux de l'article 8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le Territoire a adopté des facteurs autres que les deux indicateurs économiques prescrits dans l'Accord parce qu'ils reflètent les conditions de rareté des ressources et de lenteur du développement économique des régions visées. S'il utilisait les indicateurs de l'Accord, des zones plus nombreuses pourraient prétendre recevoir des crédits d'impôt.

7. Montant

a) Pour l'exercice budgétaire 2000

1 695 320 000 nouveaux dollars de Taiwan.

b) Données statistiques pour les deux derniers exercices

Exercice 1999	Exercice 2000
1 153 290 000	1 695 320 000

8. Durée

Le programme a été lancé en 1990, et le chapitre 2 de la Loi sur la modernisation industrielle sur les avantages fiscaux expirera en 2009.

B. PRÊTS

Prêts aux petites et moyennes entreprises

1. Financement et prêts spécifiques et urgents destinés à accroître la capacité de concurrence, à faciliter la réinstallation, à constituer un fonds de roulement pour les périodes de crise et de récession, et à financer la réparation des dommages causés par des catastrophes naturelles

1. Titre du programme

Financement et prêts spécifiques et urgents destinés à accroître la capacité de concurrence, à faciliter la réinstallation, à constituer un fonds de roulement pour les périodes de crise et de récession, et à financer la réparation des dommages causés par des catastrophes naturelles.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les PME qui répondent aux conditions suivantes peuvent solliciter du financement et des prêts:

- a) un financement spécifique est prévu pour l'établissement de programmes destinés à accroître la capacité de concurrence, à intensifier la recherche-développement, à prévenir la contamination de l'environnement, à inventer de nouveaux produits, à rehausser la qualité des produits, etc.;
- b) un financement d'urgence est prévu pour constituer un fonds de roulement pendant les périodes de crise financière ou de récession importantes et lors de catastrophes naturelles majeures;
- c) les prêts sont destinés à aider les entreprises à opérer une restructuration en période de crise ou de récession, à remplacer des machines et à acquérir de nouveaux équipements automatisés.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation

- Loi sur le développement des petites et moyennes entreprises (articles 9, 15, 16, 17 et 18);
- Procédure relative à la consolidation des recettes et des dépenses et à l'utilisation du Fonds pour le développement des PME;
- Le Fonds pour le développement des PME a été établi conformément à l'article 9 de la Loi sur le développement des PME.

b) Autorité responsable

L'autorité responsable est le Ministère des affaires économiques.

Note: Le Fonds pour le développement des PME devait être doté d'une enveloppe de 12 milliards de nouveaux dollars de Taiwan, mais son capital accumulé a atteint 9,1 milliards de nouveaux dollars de Taiwan à la fin de l'exercice 1997.

5. Forme de la subvention

Financement et prêts.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Toutes les entreprises qui répondent aux "Normes pour la reconnaissance du statut de petite ou moyenne entreprise" fixées par le Yuan exécutif peuvent présenter une demande.

Selon les "Normes pour la reconnaissance du statut de petite ou moyenne entreprise" publiées par le Ministère des affaires économiques, une PME est une entreprise ou société commerciale enregistrée conformément aux lois en vigueur et dont la capitalisation ou le chiffre d'affaires ne dépasse pas les plafonds indiqués ci-dessous:

- a) pour les entreprises manufacturières, minières, de construction ou d'excavation, le capital libéré ne doit pas dépasser 80 millions de nouveaux dollars de Taiwan;

- b) pour les entreprises des secteurs suivants: agriculture, exploitation forestière, pêche, élevage, services publics, commerce, transport, entreposage, communications, financement, assurances, immobilier, services commerciaux, sociaux ou individuels, le chiffre d'affaires annuel ne doit pas dépasser 100 millions de nouveaux dollars de Taiwan.

L'argent prêté vient pour le quart du Fonds pour le développement des PME et pour les trois quarts des autres banques participantes. Le taux d'intérêt est plafonné à 1 pour cent au-dessus du taux de base de la Banque de Taiwan.

7. Montant

Statistiques portant sur des programmes précis: Prêts du Fonds pour le développement des PME

Unité: million de nouveaux dollars de Taiwan

Titre du programme	Exercice 2000
Financements spécifiques pour améliorer la compétitivité	667
Prêts pour la restructuration et la relocalisation des entreprises	64
Financements d'urgence pour l'octroi de fonds de roulement en période de crise financière importante ou de récession	0
Financements d'urgence en cas de catastrophe naturelle	8

8. Durée

Indéterminée.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

Étant donné que 98 pour cent des entreprises du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu répondent aux critères fixés par le Yuan exécutif et peuvent de ce fait être considérées comme des PME, il est difficile d'estimer les effets de ces programmes sur le commerce.

2. Prêts à moyen et long terme pour la commercialisation des produits, les investissements à l'étranger et les projets de construction

1. Titre du programme

Prêts à moyen et long termes pour la commercialisation des produits, les investissements à l'étranger et les projets de construction.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ces programmes visent à offrir aux PME une aide financière afin qu'elles soient en mesure de prospecter de nouveaux marchés pour leurs machines et leurs équipements, d'investir et de construire des installations à l'étranger et d'exécuter des contrats de construction à l'étranger.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation

- Loi sur le développement des petites et moyennes entreprises (articles 9, 15 et 16);
- Procédure relative à la consolidation des recettes et des dépenses et à l'utilisation du Fonds pour le développement des PME.

b) Autorité responsable

L'autorité responsable est le Ministère des affaires économiques.

5. Forme de la subvention

Prêt.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

a) Toutes les entreprises qui répondent aux "Normes pour la reconnaissance du statut de petite ou moyenne entreprise" fixées par le Yuan exécutif sont admises à présenter une demande.

b) Les demandes de prêt approuvées sont traitées par les banques commerciales; toutefois, les capitaux sont fournis entièrement par le Fonds pour le développement des PME.

7. Montant

Prêts du Fonds pour le développement des PME:

Exercice budgétaire 2000 205 millions de nouveaux dollars de Taiwan

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

Étant donné que 98 pour cent des entreprises du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu répondent aux critères fixés par le Yuan exécutif et peuvent de ce fait être considérées comme des PME, il est difficile d'estimer les effets de ces programmes sur le commerce.

3. Prêts spécifiques pour la coopération mutuelle

1. Titre du programme

Prêts spécifiques pour la coopération mutuelle.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à encourager la coopération mutuelle entre les PME de manière à assurer leur prospérité.

4. Fondement et autorité responsable

a) Législation

- Loi sur le développement des petites et moyennes entreprises (articles 7, 9 et 25);
- Procédure relative à la consolidation des recettes et des dépenses et à l'utilisation du Fonds pour le développement des PME.

b) Autorité responsable

L'autorité responsable est le Ministère des affaires économiques.

5. Forme de la subvention

Prêt.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

- a) Toutes les entreprises qui répondent aux "Normes pour la reconnaissance du statut de petite ou moyenne entreprise" fixées par le Yuan exécutif sont admises à présenter une demande.
- b) L'argent prêté vient pour moitié du Fonds pour le développement des PME et pour une autre moitié des autres banques participantes. Le taux d'intérêt est de 1 pour cent au-dessous du taux de base de la Banque de Taiwan.

7. Montant

Il n'a été accordé aucun prêt au cours de l'exercice budgétaire 2000.

8. Durée

Indéterminée.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

Aucune donnée n'est disponible.

Prêts pour les entreprises privées

4. Prêts à des taux d'intérêt du marché avantageux pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises privées

1. Titre du programme

Prêts à des taux d'intérêt du marché avantageux pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises privées.

2. Période sur laquelle porte la notification

Année 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les programmes sont mis en œuvre en vue d'améliorer les méthodes et la qualité de la production, de promouvoir la modernisation industrielle et de protéger l'environnement en accordant des prêts à des taux d'intérêt avantageux pour l'achat de matériel d'automatisation, d'installations de lutte contre la pollution et de dispositifs d'économie d'énergie et d'aider les petites et moyennes entreprises à se moderniser.

4. Fondement et autorité responsable

a) Législation et réglementation

Loi sur la modernisation industrielle (ci-après dénommée la "loi"), deuxième et troisième alinéas du premier paragraphe de l'article 21.

b) Autorités responsables

- le principe régissant le prêt est établi par le Fonds pour le développement du Yuan exécutif;
- le prêt est accordé par des banques du secteur public ou privé.

5. Forme

Prêts à des taux d'intérêt avantageux: l'argent prêté vient pour le quart du Fonds pour le développement et pour les trois quarts des banques.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

- a) Les prêts à des taux d'intérêt avantageux sont accessibles à toutes les entreprises et ne visent pas un secteur ou des entreprises spécifiques.
- b) Les taux d'intérêt sont plafonnés selon le type de prêt. De plus, seule une partie du montant total de l'achat peut être couverte par le prêt. Le montant du prêt est établi par la banque en fonction de la situation financière du demandeur.

7. Montant

On ne dispose pas de statistiques officielles concernant le programme.

8. Durée

Les projets seront lancés jusqu'à l'expiration de la loi.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

a) Effets sur le commerce

Le programme est principalement destiné à promouvoir la modernisation industrielle; étant donné le champ d'application et la nature du programme, il n'est pas possible de dire quels pourraient être ses effets éventuels sur le commerce.

b) Données statistiques connexes

Montant total des prêts accordés en 2000

Unité: 100 millions de nouveaux dollars de Taiwan

Nom du projet	Nombre de cas	Montant total des prêts accordés
Prêts pour l'achat de matériel d'automatisation	586	246,50
Prêts pour la modernisation des petites et moyennes entreprises	1 431	10 365
Prêts aux entreprises privées pour l'achat d'installations de lutte contre la pollution	40	19
Prêts pour l'achat de dispositifs d'économie d'énergie	8	12,35

Prêts accordés pour l'achat de matériel d'automatisation

Unité: millier de nouveaux dollars de Taiwan

Branche d'activité		Total	
		Nombre de cas	Montant de l'aide
Secteur manufacturier	Machines	15	93 032
	Électronique, technologie de l'information	206	31 744
	Outillage de précision	3	110 520
	Parties de matériel de transport	2	166 203
	Produits métalliques	40	4 863 168
	Produits chimiques et produits chimiques transformés	14	1 269 244
	Produits pétrochimiques	0	0
	Textiles et transformation des textiles	32	3 852 926
	Papier et produits du papier	4	402 179
	Services publics (y compris l'eau, l'électricité et le gaz)	1	173 970
	Bois et produits ou meubles en bambou	0	0
	Produits alimentaires	2	239 810
	Autres produits manufacturés	24	3 205 597
Sous-total		343	46 958 087
Transport, entreposage et communications		5	806 290
Industries extractives		0	18 650
Construction		3	90 600
Commerce		1	30 000
Services industriels, commerciaux, sociaux ou individuels		4	870 149
Autres branches d'activité		3	577 000
Total		359	49 350 776

Note 1: L'argent prêté vient pour le quart du Fonds pour le développement et pour les trois quarts des banques participantes.

Note 2: Les chiffres fournis ci-dessus montrent clairement que les prêts sont accordés à toutes les branches d'activité et ne sont pas limités à un secteur particulier.

Prêts accordés à des entreprises privées pour l'achat d'installations de lutte contre la pollution

Unité: millier de nouveaux dollars de Taiwan

Branche d'activité		Total	
		Nombre de cas	Montant de l'aide
Secteur manufacturier	Machines	1	4 200
	Électronique, technologie de l'information	8	17 180
	Outillage de précision	0	0
	Matériel de transport	0	0
	Produits métalliques	3	149 387
	Produits chimiques et produits transformés	4	74 082
	Produits pétrochimiques	3	205 588
	Textiles et transformation des textiles	12	256 030
	Papier et produits du papier	1	154 080
	Services publics (y compris l'eau, l'électricité et le gaz)	0	215 000
	Bois et produits ou meubles en bambou	0	0
	Produits alimentaires	9	485 976
	Autres produits manufacturés	0	0
Sous-total			0
Transport, entreposage et communications			0
Industries extractives		0	0
Construction		0	5 400
Commerce		0	0
Services industriels, commerciaux, sociaux ou individuels		0	10 000
Autres branches d'activité		0	0
Total		40	1 952 373

Note 1: L'argent prêté vient pour le quart du Fonds pour le développement et pour les trois quarts des banques participantes.

Note 2: Les chiffres fournis ci-dessus montrent clairement que les prêts sont accordés à toutes les branches d'activité et ne sont pas limités à un secteur particulier.

Prêts accordés pour l'achat de dispositifs d'économie d'énergie

Unité: millier de nouveaux dollars de Taiwan

Branche d'activité		Total	
		Nombre de cas	Montant de l'aide
Secteur manufacturier	Machines	0	0
	Électronique, technologie de l'information	0	0
	Outillage de précision	0	0
	Matériel de transport	0	0
	Produits métalliques	1	1 400
	Produits chimiques et produits transformés	0	0
	Produits pétrochimiques	1	10 800
	Textiles et transformation des textiles	0	0
	Papier et produits du papier	0	0
	Services publics (y compris l'eau, l'électricité et le gaz)	0	0
	Bois et produits ou meubles en bambou	0	0
	Produits alimentaires	0	0
	Autres produits manufacturés	0	0
Sous-total		2	12 200

Branche d'activité	Total	
	Nombre de cas	Montant de l'aide
Transport, entreposage et communications	5	721 801
Industries extractives	0	0
Construction	0	0
Commerce	0	0
Services industriels, commerciaux, sociaux ou individuels	0	0
Autres branches d'activité	0	0
Total	7	73 400

Note 1: L'argent prêté vient pour le quart du Fonds pour le développement et pour les trois quarts des banques participantes.

Note 2: Les chiffres fournis ci-dessus montrent clairement que les prêts sont accordés à toutes les branches d'activité et ne sont pas limités à un secteur particulier.

C. EXONÉRATIONS DE DROITS DE DOUANE ET D'IMPÔTS POUR LES ENTREPRISES DES ZONES DÉSIGNÉES

1. Exonérations de droits de douane et d'impôts pour industries de haute technologie

1. Titre du programme

Exonérations de droits de douane et d'impôt pour industries de haute technologie.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercices budgétaires 1998-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme vise à stimuler la recherche et l'innovation en technologie industrielle et à promouvoir le développement d'industries à technologie avancée dans le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu. Le "Parc industriel à orientation scientifique" ("le Parc") est une zone désignée où sont concentrés des industries de pointe et du personnel ayant une formation technologique avancée.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation et réglementation

- Loi sur l'établissement et l'administration d'un Parc industriel à orientation scientifique (articles 18 et 20);
- Règlement portant application de la Loi sur l'établissement et l'administration d'un Parc industriel à orientation scientifique.

b) Autorités responsables

- le Parc est géré par l'Administration du Parc industriel;
- l'organisme chargé de l'établissement des politiques est le Conseil scientifique national du Yuan exécutif.

5. Forme de la subvention

Le programme prendra la forme d'exonérations de droits de douane et d'impôts.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

- a) À compter du 1^{er} janvier 2000, les entités fusionnées du Parc, conformément à la Loi sur les sociétés nationales, ou les entités survivantes ou les nouvelles entités établies dans le Parc après les fusions, continueront de bénéficier des avantages fiscaux qui n'auront pas cessé d'avoir effet ou qui n'auront pas été pleinement utilisés et dont bénéficiaient initialement les entreprises à orientation scientifique du Parc dissoutes avant les fusions. Pour continuer de bénéficier de l'exemption de l'impôt sur le revenu des sociétés à but lucratif accordée aux entités dissoutes du Parc afin de stimuler l'investissement, les entités survivantes du Parc qui resteront d'orientation scientifique après les fusions et consolidations devront continuer de fabriquer des produits ou de fournir des services identiques à ceux que fabriquaient ou fournissaient les entités dissoutes, et lesdits avantages fiscaux ne s'appliqueront qu'à la partie des revenus tirée des produits ou des services fabriqués ou fournis de manière indépendante par les entités originelles dissoutes du Parc. Si ces avantages fiscaux prennent la forme d'un remboursement de l'investissement ou d'une déduction fiscale, ils ne s'appliqueront qu'à la partie payable de l'impôt des entités survivantes ou nouvelles du Parc après les fusions des entreprises à orientation scientifique dissoutes.
- b) Toutes les entreprises du Parc ont droit aux exonérations suivantes:
- i) droits de douane, taxe sur les produits et taxe commerciale sur les machines et le matériel importés, matières premières, produits de base, carburants et demi-produits; et
 - ii) taxe sur les produits et taxe commerciale frappant les biens ou les services de main-d'œuvre exportés.

Note 1: Les entreprises visées sont des industries de haute technologie et d'autres entreprises installées dans le Parc qui produisent et vendent des produits à technologie avancée. Y sont assimilables les entreprises exerçant leurs activités dans les domaines des services de consultation et d'autres services en matière de gestion ou de savoir-faire technologique. En plus des entreprises susmentionnées, les établissements de recherche et les "incubateurs d'entreprises novatrices" peuvent demander l'autorisation de s'établir dans le Parc.

Note 2: En application de la section 2 du premier paragraphe de l'article 3 de la Loi relative à la taxe sur les produits et de l'article 7 de la Loi relative à la taxe commerciale, les exportations peuvent être exonérées de la taxe sur les produits et le taux de la taxe commerciale sur les produits exportés est nul. Ces dispositions ne sont pas propres aux entreprises établies dans le Parc étant donné que, de manière générale, elles s'appliquent à toutes les marchandises exportées, que leurs fabricants soient implantés ou non dans le Parc.

7. Montant

Exonérations de l'impôt sur le revenu des sociétés au titre des machines
et du matériel importés, 1999-2000

Unité: million de dollars EU

Exercice	Valeur à l'importation des machines et du matériel	Montant des exonérations de droits de douane	Montant des exonérations de la taxe commerciale
1999	3 572	267	178
2000	7 240	506	362

Note: Le montant des exonérations de droits d'importation pour les lignes tarifaires autres que les machines et le matériel n'est pas disponible faute de statistiques, par ligne tarifaire, des importations du Parc industriel. Les taux de droits de douane étant différents pour chaque ligne tarifaire, nous ne serions en mesure de calculer le montant des droits non perçus sur l'ensemble des importations du Parc que si nous disposions des statistiques, par ligne tarifaire, de ces importations.

Exonération de la taxe commerciale, toutes importations confondues, 1999-2000

Unité: million de dollars EU

Exercice	Valeur totale des importations	Montant total des exonérations de la taxe commerciale
1999	11 186	559
2000	14 961	748

Note: Taux de change en 1999: 1 dollar EU = 30,36 nouveaux dollars de Taiwan.
en 2000: 1 dollar EU = 31,28 nouveaux dollars de Taiwan.

8. Durée

Indéterminée.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

	1999	2000
Nombre d'entreprises agréées dans le Parc	28	26
Valeur totale des importations (millions de nouveaux dollars de Taiwan)	339 627	467 994
Valeur totale des exportations (millions de nouveaux dollars de Taiwan)	355 421	500 481

Étant donné le champ d'application et la nature des programmes, il n'est pas possible de dire quels pourraient être les effets éventuels de ce programme sur le commerce.

2. Exonérations de droits de douane et d'impôts pour entreprises établies dans les zones désignées

1. Titre du programme

Exonérations de droits de douane et d'impôts pour entreprises établies dans les zones désignées.

2. Période sur laquelle porte la notification

Années civiles 1998 à 2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les zones franches industrielles ont été créées afin de promouvoir l'investissement et le commerce international.

4. Fondement et autorités responsables

a) Législation

- Loi sur l'établissement et l'administration des zones franches industrielles (articles 1, 5, 13);
- mesures applicables aux fins de la sélection des demandes d'établissement d'entreprises dans les zones franches industrielles;
- catégories d'entreprises admises à s'établir dans les zones franches industrielles.

b) Autorités responsables

- les zones franches industrielles sont gérées par l'Administration des zones franches industrielles;
- l'organisme chargé de l'établissement des politiques est le Ministère des affaires économiques;
- l'examen des demandes d'entreprises désireuses de s'établir dans les zones franches industrielles est effectué par l'Administration des zones franches industrielles de concert avec les autres organismes gouvernementaux participants.

Note: Les entreprises qui répondent aux critères sont celles qui sont autorisées à exercer leurs activités dans les domaines suivants: fabrication, transformation, assemblage, recherche-développement, commerce, consultation, services techniques, entreposage, transport, manutention, conditionnement, réparation et autres activités connexes approuvées par le Ministère des affaires économiques dans les zones franches industrielles.

5. Forme de la subvention

Exonérations de droits de douane et d'impôts.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

Toutes les entreprises établies dans les zones désignées ont droit aux exonérations suivantes:

- a) droits de douane à l'importation, taxe sur les produits et taxe commerciale sur les machines et le matériel importés;
- b) droits de douane à l'importation, taxe sur les produits et taxe commerciale sur les importations de matières premières et de biens de consommation, de carburant, de demi-produits, d'échantillons et de produits finis pour transbordement par des négociants et des exploitants d'entrepôts;
- c) taxe de transfert à l'acquisition d'une nouvelle usine dans la zone franche industrielle ou à l'achat d'un bâtiment de l'Administration de la zone franche industrielle.

À noter: ne donnent pas droit aux exonérations de droits de douane et d'impôts la totalité des machines et des équipements, dans les cinq ans suivant leur importation, ainsi que les autres biens importés, lorsqu'ils sont expédiés dans des zones imposables depuis des zones franches industrielles. En outre, les produits fabriqués par des entreprises établies dans les zones franches sont assujettis aux droits de douane, à la taxe sur les produits et à la taxe commerciale, lorsqu'ils sont expédiés dans les zones imposables. Alors que les droits de douane seraient calculés sur la base du prix sortie usine moins la valeur ajoutée résultant de la fabrication ou de la transformation au sein des zones franches industrielles, les autres impositions seraient calculées sur le prix sortie usine.

7. Montant

Rapport entre la taxe à payer et la valeur des exportations des zones franches industrielles

Unité: millier de dollars EU

Poste↓	Année→	1998	1999	2000
Machines et matériel importés		508 770	609 144	1 427 425
Droits de douane sur les machines et le matériel importés		12 719	15 229	35 686
Valeur totale des exportations		7 332 904	7 075 240	8 704 822
Pourcentage		0,17%	0,21%	0,41%
Pourcentage moyen		0,26%		
Valeur totale des exportations et des importations		12 501 929	12 308 184	15 548 021
Pourcentage		0,10%	0,12%	0,23%
Pourcentage moyen		0,15%		

Poste↓	Année→	1998	1999	2000
Matières premières		4 660 255	4 623 800	5 415 774
Droits de douane sur les matières premières		58 253	57 798	67 156
Valeur totale des exportations		7 332 904	7 075 240	8 704 822
Pourcentage		0,79%	0,81%	0,77%
Pourcentage moyen		0,79%		
Valeur totale des exportations et des importations		12 501 929	12 308 184	15 548 021
Pourcentage		0,46%	0,46%	0,43%
Pourcentage moyen		0,45%		

8. Durée

Indéterminée.

9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

	1998	1999	2000
Nombre d'entreprises agréées dans les zones désignées	229	239	260
Valeur totale des importations (millions de dollars EU)	5 169	5 233	6 843
Valeur totale des exportations (millions de dollars EU)	7 333	7 075	8 705

Étant donné le champ d'application et la nature des programmes, il n'est pas possible de dire quels pourraient être les effets éventuels de ce programme sur le commerce.

IV. RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

A. FINANCEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS DANS LES DIX NOUVELLES BRANCHES D'ACTIVITÉS

1. Titre du programme

Financements pour le développement de produits dans les dix nouvelles branches d'activités.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 2000 (juillet 1999 à décembre 2000).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Pour encourager la recherche et le développement de produits de pointe et accroître la capacité technique des nouvelles branches d'activités, le programme permet d'accorder un financement aux entreprises privées.

4. Fondement et autorité responsable

a) Législation et réglementation

Mesures visant à favoriser le développement de produits de pointe, promulguées le 26 avril 1991 et modifiées le 30 juin 1995.

b) Autorité responsable

Bureau du développement industriel du Ministère des affaires économiques.

5. Forme

Dons et prêts sans intérêts.

6. Bénéficiaires et modalités de l'aide

- a) Toute société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés, ayant une situation financière saine, dotée d'un service de recherche-développement lui-même constitué d'un nombre suffisant de spécialistes en la matière dans le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, et ayant déjà réalisé des percées dans le domaine de la recherche-développement, peut demander un financement pour développer un produit associé à l'une des dix nouvelles branches d'activités, soit les communications, l'information, l'électronique grand public, l'industrie aérospatiale, la médecine et les soins de santé, la lutte contre la pollution, les nouveaux matériaux, les semi-conducteurs, les spécialités chimiques et les produits pharmaceutiques, l'outillage de précision et l'automatisation. Les dix nouvelles branches d'activités ont été retenues sur la base de six critères:
1. haut potentiel de marché;
 2. nombreux liens avec d'autres industries;
 3. forte valeur ajoutée;
 4. niveau de technologie avancé;
 5. faible niveau de pollution;
 6. faible besoin d'approvisionnement énergétique.
- b) Étant donné le caractère vaste des différents secteurs, il n'est guère possible d'énumérer les produits couverts par les dix nouvelles branches d'activité. Le cadre général d'activité de chaque branche de production figure toutefois dans la pièce jointe I.
- c) Le financement peut être octroyé à concurrence d'un maximum de 50 pour cent du montant des dépenses suivantes engagées exclusivement au titre de l'élaboration de produits de pointe:
1. rémunération de personnel de recherche à temps plein et/ou à temps partiel;
 2. coûts des instruments et des matières premières fongibles;
 3. coûts d'utilisation et d'entretien du matériel de recherche-développement;
 4. coûts du transfert de la technologie; et
 5. frais de déplacements intérieurs et à l'étranger.
- d) En 1995, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a modifié les "Mesures visant à favoriser le développement de produits de pointe". L'article 10 modifié prévoit que: "le montant total de l'aide et de la quote-part fournie par l'entreprise qui sont attribuées au développement d'un produit de pointe est limité à un maximum de 50 pour cent du montant total des coûts de développement inscrits au budget". Si l'aide accordée peut être qualifiée de subvention, la quote-part consiste en un prêt sans intérêt dont le remboursement doit débiter au premier anniversaire de l'achèvement du projet de recherche-développement. En plus de son obligation de rembourser (sur une période comprise entre deux et cinq ans) la quote-part qui lui a été avancée, une entreprise privée bénéficiaire doit, à partir du moment où elle commence à vendre le produit subventionné, verser une redevance trimestrielle variant entre 1 et 4 pour cent du montant des ventes du produit. Le montant total du budget de développement doit être imputable exclusivement aux éléments suivants:

1. rémunération du personnel de recherche, du personnel technique et des autres personnes employées exclusivement pour l'exécution des travaux de recherche;
2. coûts des instruments, du matériel, des terrains et des bâtiments utilisés exclusivement et de façon permanente aux fins des activités de recherche, sauf ceux qui le sont à des fins commerciales;
3. coûts des consultations uniquement pour les activités de recherche et pour les services connexes, y compris les frais d'achat de résultats de recherche, de savoir-faire technique, de brevets, etc.;
4. coûts indirects directement imputables aux activités de recherche; et
5. dépenses courantes pour les matériaux et fournitures et dépenses similaires découlant directement des activités de recherche.

7. Montant

- a) Depuis le début du programme, le montant cumulatif affecté au programme à la fin de l'exercice budgétaire 2000 (exercices 1992 à 2000) s'élève à 7 330 331 560 nouveaux dollars de Taiwan et le montant total des prêts sans intérêts à 7 549 083 090 nouveaux dollars de Taiwan.
- b) Pour l'exercice 2000: le montant total des dons et des prêts sans intérêts est de 973 865 000 nouveaux dollars de Taiwan.** La ventilation par produits est donnée ci-dessous:

Unité: millier de nouveaux dollars de Taiwan

Nom du projet (ou du secteur)	Dons	Prêts sans intérêts
Outillage de précision et automatisation	257 790	257 790
Communications	219 530	219 530
Information	126 300	126 300
Électronique grand public	112 590	112 590
Industrie aérospatiale	10 540	10 540
Médecine et soins de santé	14 150	14 150
Lutte contre la pollution	0	0
Nouveaux matériaux	93 000	93 000
Semi-conducteurs	20 990	20 990
Chimie fine et produits pharmaceutiques	118 975	118 975
Total	973 865	973 865

Note:

* Un fabricant qui reçoit une assistance du Programme, outre qu'il doit rembourser le prêt sans intérêts, est également tenu de payer une commission dont le montant se situe entre 1 et 4 pour cent du chiffre provenant de la vente des produits nouvellement conçus.

** Taux de change annuel moyen en 2000: 1 dollar EU = 34 nouveaux dollars de Taiwan.

8. Durée

Indéterminée.

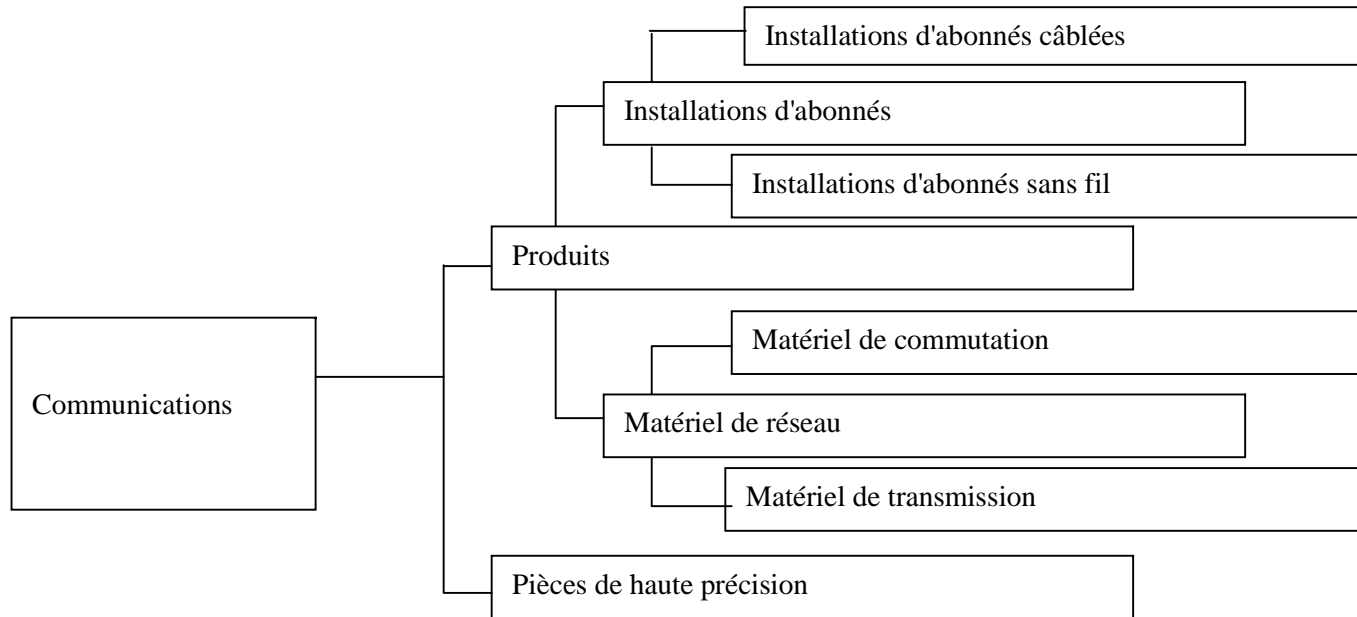
9. Effets sur le commerce ou données statistiques connexes

Il n'est pas possible de dire quels pourraient être les effets éventuels de ce programme de subventions sur le commerce.

PIÈCE JOINTE I

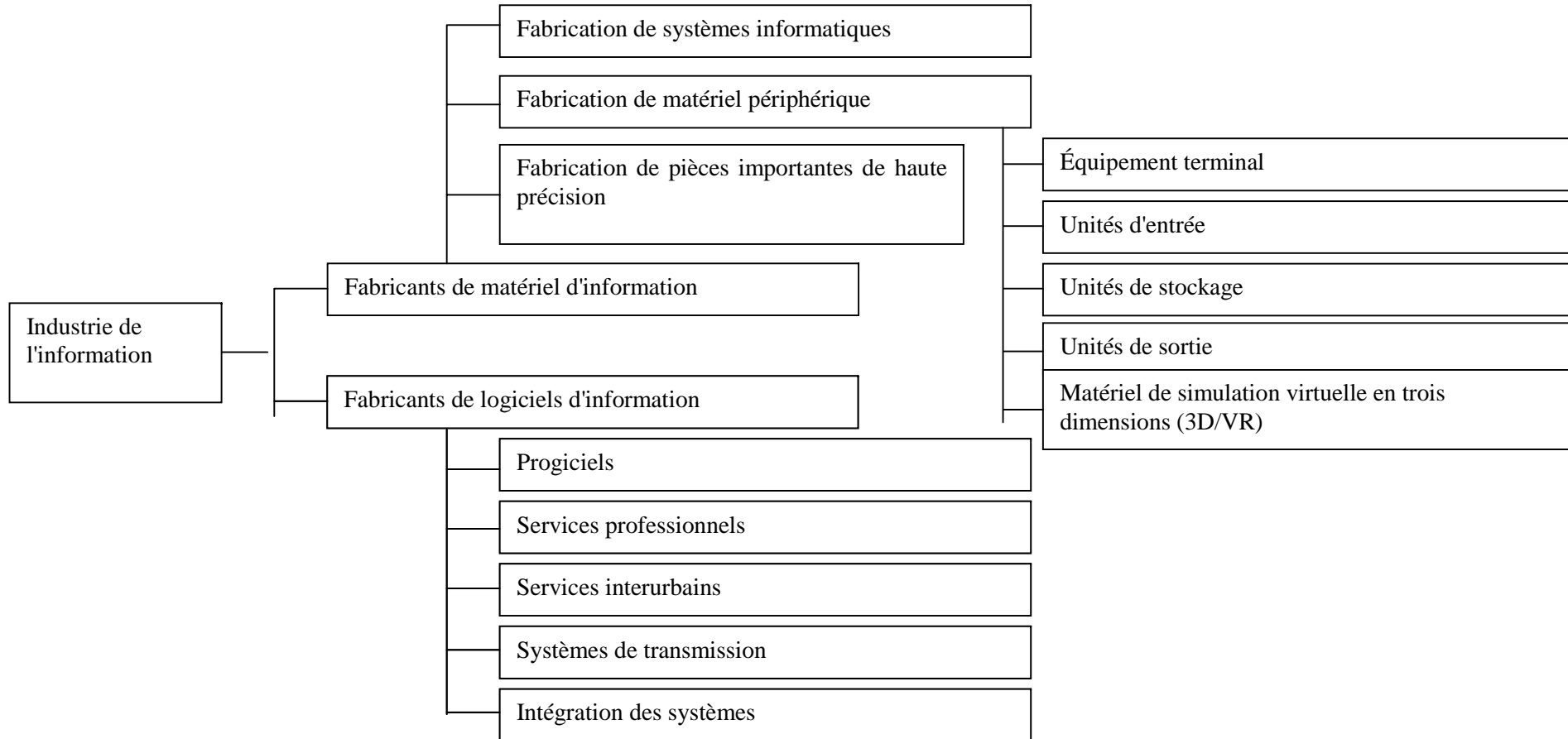
1. Communications

Cadre général d'activité:



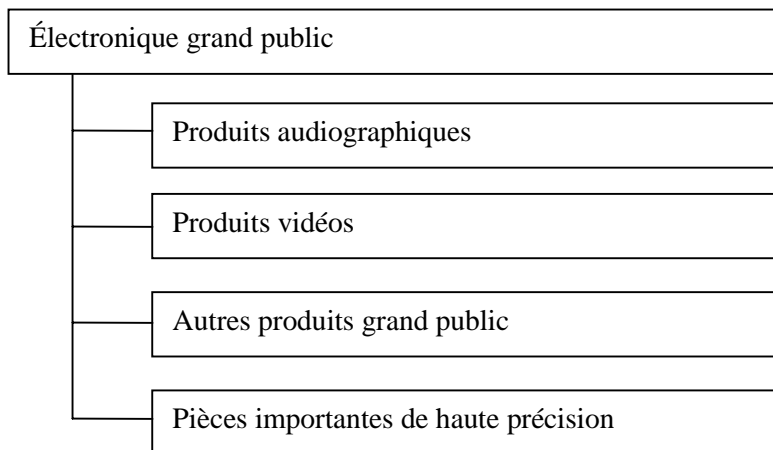
2. Industrie de l'information

Cadre général d'activité:



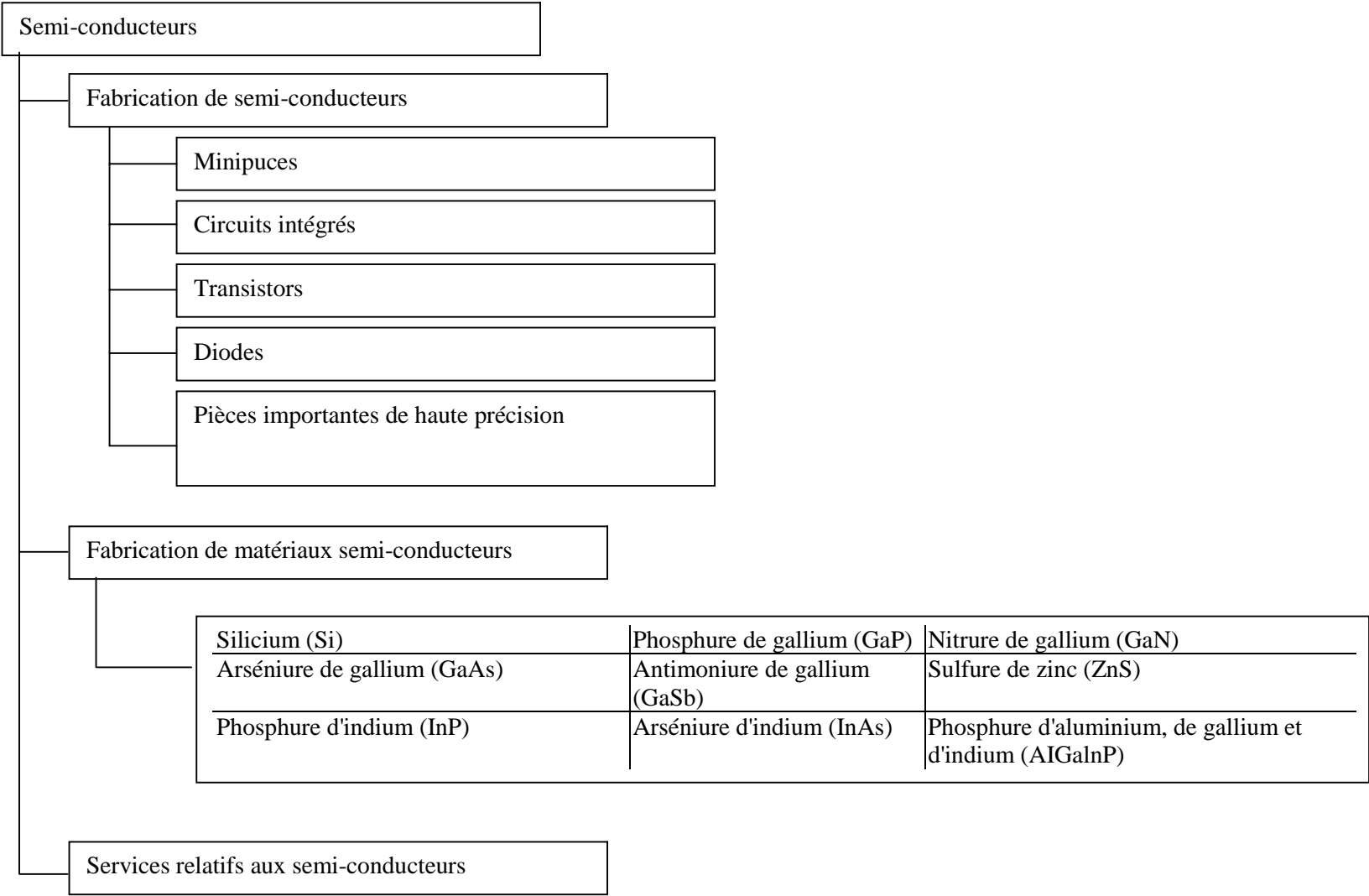
3. Électronique grand public

Cadre général d'activité:



4. Semi-conducteurs

Cadre général d'activité:



5. Outillage de précision et automatisation

Cadre général d'activité:

Cellule de fabrication flexible, système flexible robotisé, système de production intégrée par ordinateur

Machinerie industrielle automatique

Équipement d'automatisation

Appareils industriels de contrôle

Contrôle de précision

Service d'ingénierie en matière d'automatisation

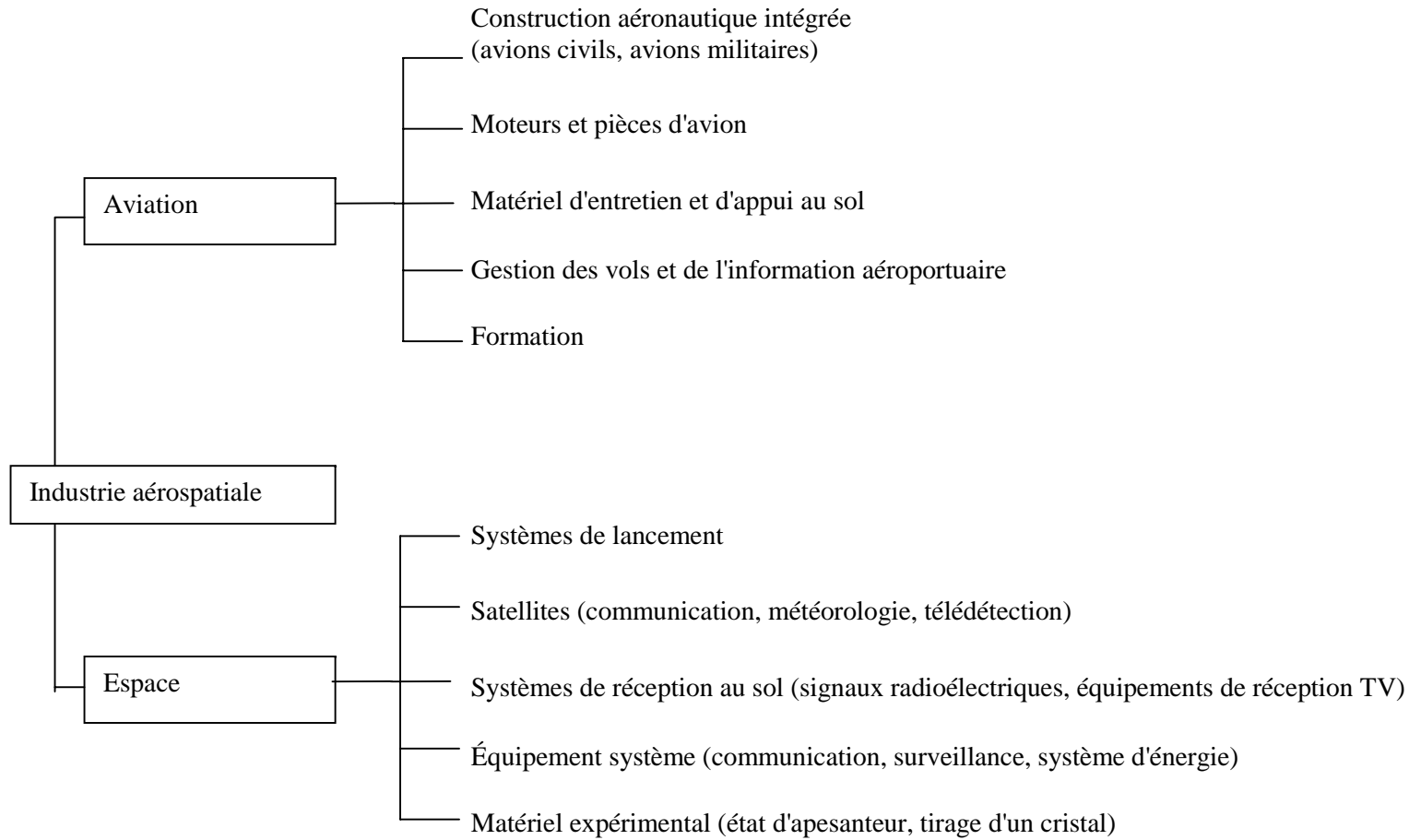
Appareils de précision

Matériel de cogénération

Fabrication de matériel et conception de systèmes d'énergie électrique

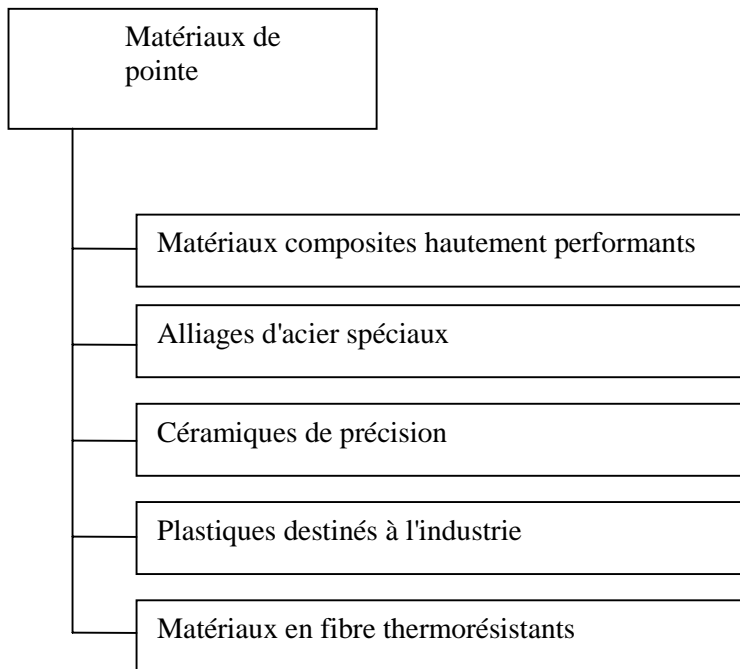
6. Industrie aérospatiale

Cadre général d'activité:



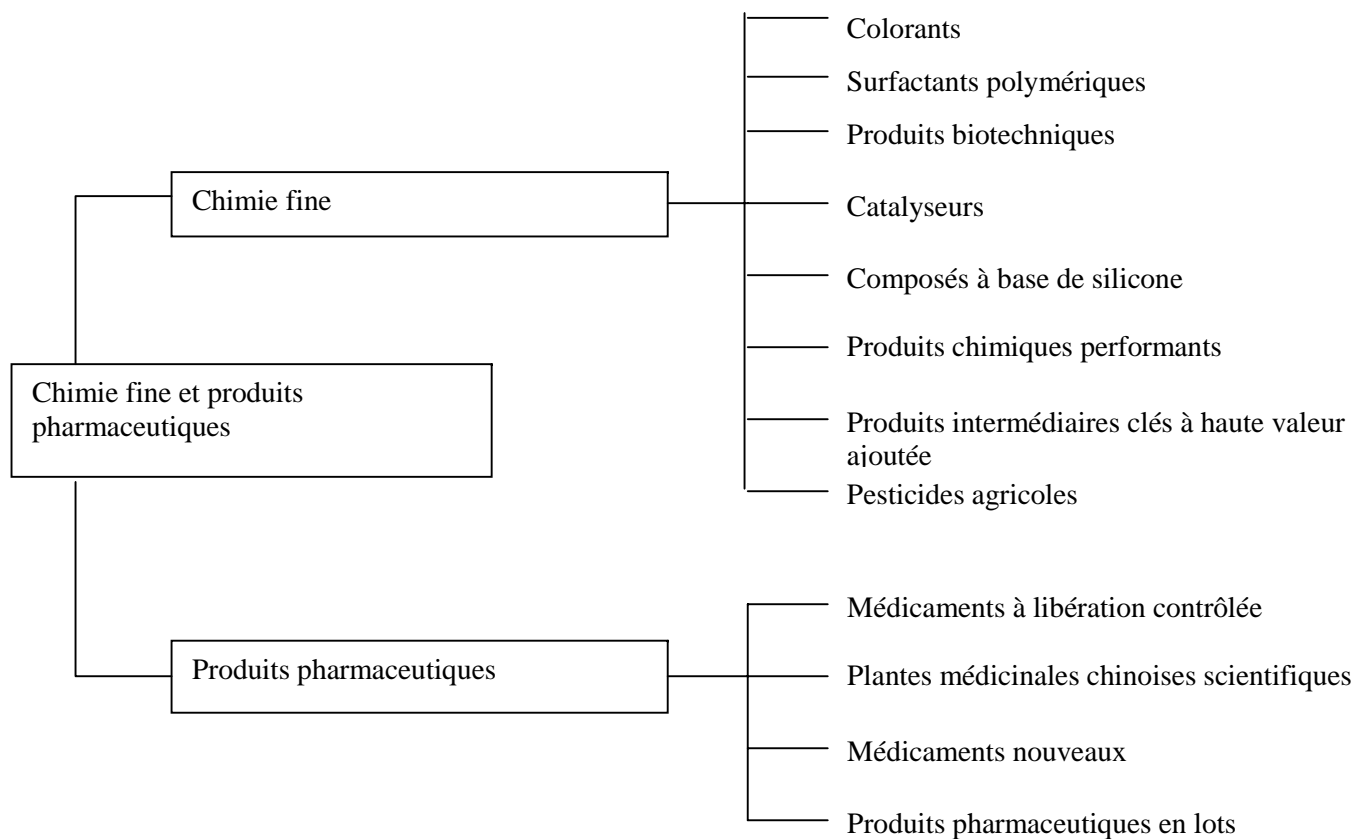
7. Matériaux de pointe

Cadre général d'activité:



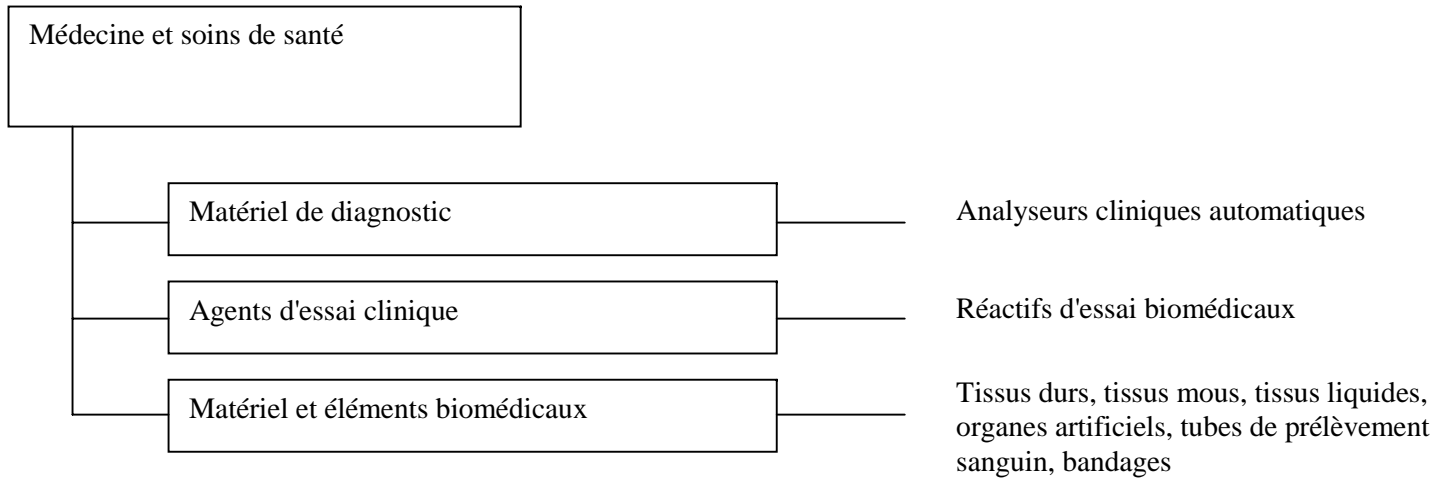
8. Chimie fine et produits pharmaceutiques

Cadre général d'activité:



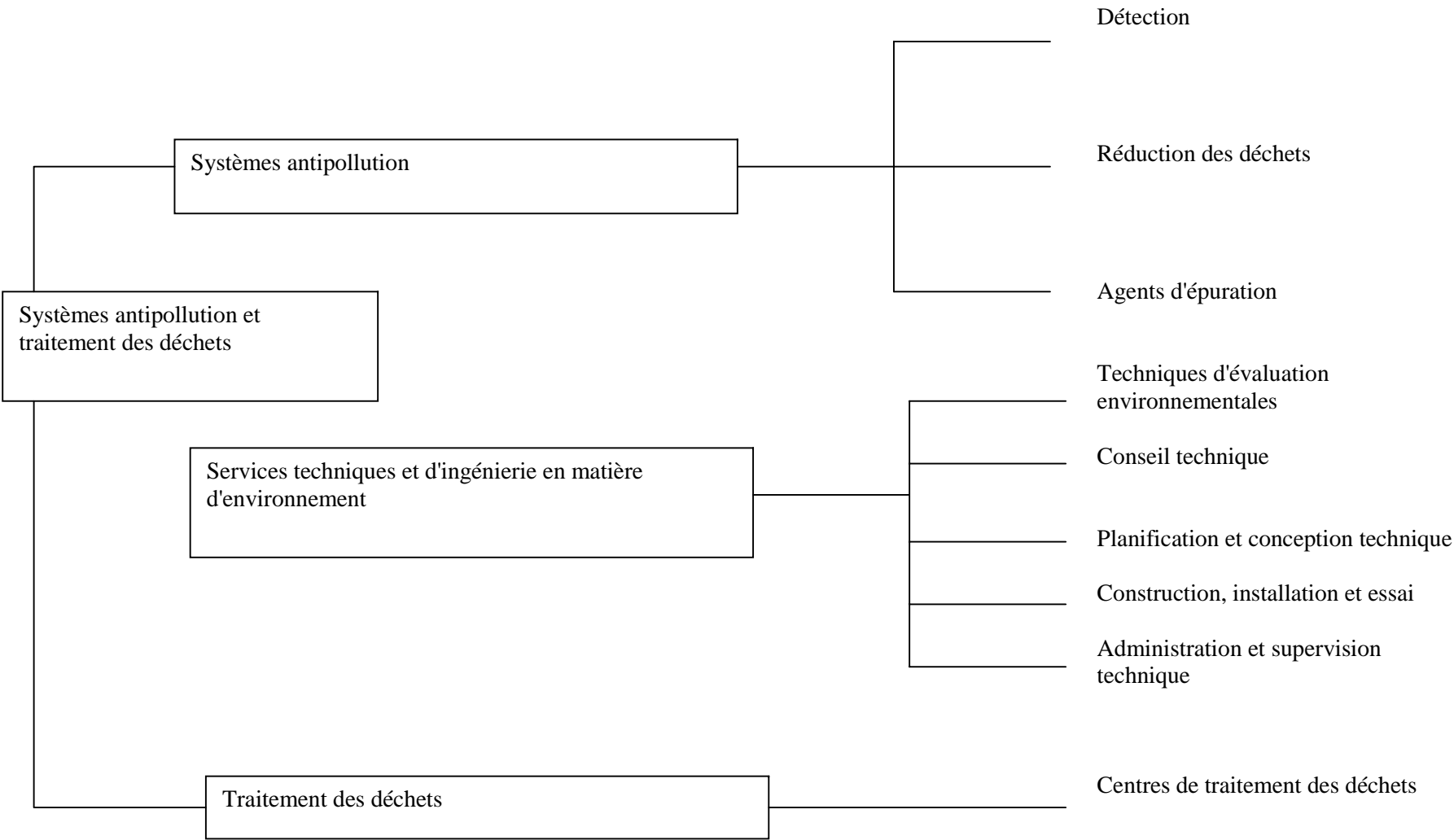
9. Médecine et soins de santé

Cadre général d'activité:



10. Lutte contre la pollution

Cadre général d'activité:



PIÈCE JOINTE II

1	Communications
2	Industrie de l'information
3	Électronique grand public
4	Semi-conducteurs
5	Outillage de précision et automatisation
6	Industrie aérospatiale
7	Matériaux de pointe
8	Chimie fine et produits pharmaceutiques
9	Médecine et soins de santé
10	Lutte contre la pollution
